



Carte scolaire Premier degré du 77 : le compte n'y est toujours pas !

Nos organisations refusent la gestion uniquement comptable des mesures de carte scolaire pour les écoles de Seine-et-Marne : il faut au contraire prendre en compte le contexte local (milieu rural, milieu socio-culturel, inclusion scolaire...) ainsi que les remarques des membres de la communauté éducative qui connaissent bien ce contexte.

La carte scolaire, telle qu'elle se présente en cette fin d'année scolaire, ne permettra ni un enseignement de qualité pour l'intégralité des enfants seine-et-marnais, ni l'exercice des missions des enseignant-tes dans des conditions satisfaisantes.

C'est pourquoi nos organisations appellent à se rassembler devant l'inspection académique le mardi 4 juin à l'occasion du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) pour :

- **des créations de postes** afin d'assurer :
 - une réelle baisse des effectifs dans l'ensemble des classes de Seine-et-Marne
 - des temps de décharge suffisants pour la direction d'école
 - le maintien des décharges supplémentaires en REP et REP+
 - le remplacement des enseignants, notamment avec des remplaçants de proximité
- **l'élargissement du classement en Education Prioritaire pour les écoles qui le justifient**
- la création ou re-création des **postes dans les établissements spécialisés**
- un véritable retour de la **formation continue** pour l'ensemble des enseignants du 1er degré
- des ouvertures en **ULIS et SEGPA**, et la prise en compte des effectifs ULIS dans les effectifs globaux
- le maintien et le retour de dispositifs **RASED** complets pour la prise en charge de la difficulté scolaire au sein de l'éducation nationale
- un **recrutement supplémentaire d'AESH** pour répondre positivement aux décisions de la MDPH et aux besoins d'inclusion scolaire
- le retour et le développement du dispositif « **plus de maîtres que de classes** »

Pour toutes ces raisons, **un plan de rattrapage** pour la Seine-et-Marne nous paraît indispensable. Au contraire, le Ministère organise la pénurie de personnels : pour assurer les 78 dédoublements des CP et CE1 en REP et REP+, seulement 40 postes ont été affectés dans notre département !

Les décharges de direction, l'urbain hors éducation prioritaire et le rural sont sacrifiés pour financer cette mesure ministérielle !

Les presque 180 fermetures envisagées, définitives ou révisables concernent plus d'une école sur 10 : obtenons la levée de toutes les fermetures combattues par les écoles !

TOUTES ET TOUS DEVANT L'INSPECTION ACADEMIQUE DE MELUN

LE MARDI 4 JUIN 2019 à 9H00

Un préavis de grève a été déposé par les organisations syndicales.